A CONTRE-COURANT

Un bilan des dynamiques de listes participatives aux élections municipales françaises en 2020

Elisabeth DAU

mouvement utopia

commonspolis

Elisabeth DAU
Mouvement Utopia & CommonsPolis

avec la précieuse contribution de
Solenne Boiziau (Mouvement Utopia)
et les apports de Averill Roy & Vladimir Ugarte (CommonsPolis)
et l'équipe d'Action Commune

Crédits photographiques : CommonsPolis , Elisabeth Dau

Graphisme et mise en page: Elena Ambühl

TABLE DES MATIERES

Introduction **1**

Listes participatives ou citoyennes? **2**
Une hétérogénéité et des caractéristiques qui se recoupent 3
"Une vague verte et une claque citoyenne" 4
Quelques chiffres pour illustrer ces tendances 4

Vers un nouveau municipalisme à la française? **6**
Municipalisme: entre théorie et pratique(s) 7
Et l'échelle intercommunale? 9

Un nouvel électorat? **10**
Un électorat limité à certaines classes sociales malgré la volonté de s'ouvrir 10
Un contexte compliqué entre COVID, multiplication des listes et nouveauté 11
Au-delà des chiffres, une implication forte des habitant·es par les listes participatives 12

Féminisation de la politique et renouvellement sociologique **13**
Renouvellement sociologique des élu-es du côté des listes participatives 13
Féminisation de la politique: définition et chiffres 14
Incidences concrètes de la féminisation de la politique 16

Révolution des méthodes et limites **18**
Centralité de la question démocratique 18
Méthodologies démocratiques: quels processus pour quels changements? 19
L'élection sans candidat.e 20
Un équilibre délicat à trouver entre collectif et candidat.e.s 21
Le tirage au sort 21
Démocratie directe et représentative: concurrence ou complémentarité? 22
Chartes et codes éthiques 23

Le noeud des alliances **24**
La tension entre défiance et alliances politiques 24
Pragmatisme et politique tactique 25

Communication politique **27**
Un OVNI politique 27
Quelle responsabilité politique pour les médias? 28
Une violence politique à déplorer 29

Conclusion **30**

INTRODUCTION

Nous avions quelque part dans le rétroviseur, l'épopée espagnole des mairies du changement, mais aussi celles de Zagreb, Messina, Rosario, Jackson Mississipi, Valparaíso… et tant d'autres. Plus proche de nous, les pionniers de Saillans, Kingersheim, Loos-en-Gohelle, Grenoble, Tremargat, Ungersheim nous laissaient entrevoir d'autres possibles. Inattendues, ce sont finalement 408 listes participatives qui ont été répertoriées sur la cartographie de la France et près de 800 qui auraient été comptabilisées.

Alors oui, nous nous sommes laissé.e.s surprendre par cette campagne. Par l'énergie incroyable de toutes ces personnes novices en politique, par cette émulation là où règne habituellement la résignation.

Renouvellement politique, générationnel et sociologique, féminisation de la politique, renversement de la table par le bas, changements de pratiques et de représentations, engagements de transition audacieux, alliances fortes de villes pour impulser depuis le local un nécessaire renouvellement des Etats-Nations face aux défis du 21ème siècle … que n'attendions-nous pas de ces municipales!

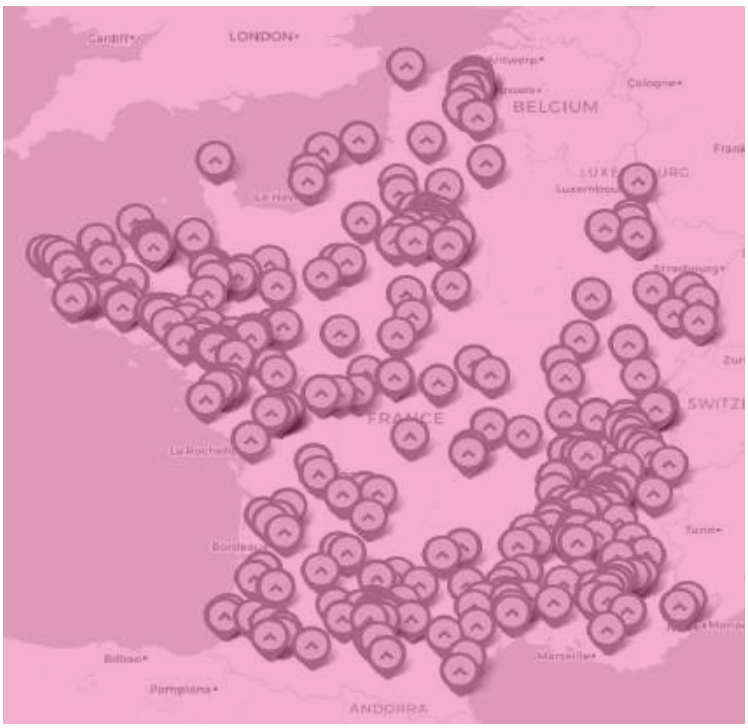
Ces élections ont été inédites à bien des égards, empreintes d'une effervescence rare, pleine d'espoirs, d'une repolitisation par le local. Les victoires demeurent certes minoritaires, mais marquent une tendance de fond qui échappe aux radars. Elles s'inscrivent justement au temps des gens. Celui de la Convention citoyenne pour le Climat, du Grand débat, des Gilets Jaunes, de la jeunesse en grève pour le climat, de Nuit Debout, des ZAD (Zone à Défendre) et hors de nos frontières, de tous ces mouvements internationaux qui interpellent et nous relient (du Chili à la Catalogne, du Liban à Hong Kong, des Indigné·e·s aux Printemps arabes, Occupy Wall Street, etc.).

Parce que nous sommes à l'observation de ces aventures souvent à contre-courant, nous avons souhaité partager un état des lieux inspiré du regard d'autres acteurs, expériences et analyses. Ce bilan invite à poser les bases d'un débat et de ce que nous pouvons apprendre de cette période qui, à la fois s'achève et, à la fois, ouvre comme rarement sur des espoirs de changements nécessaires.

LISTES PARTICIPATIVES OU CITOYENNES ?

Les qualificatifs "citoyen·ne", "participatives" et "en commun" ont été tellement employés lors de ces élections municipales que ces termes ne semblent plus suffisants pour expliquer ces dynamiques. Ils ont pu être les attributs d'une stratégie politique de séduction et d'ancrage au local par temps de défiance et de crise profonde de la représentation politique, notamment à l'égard des partis. Mais ils ont également illustré des démarches sincères qui ont tenté de mettre en cohérence les actes avec les discours.

Il s'agit d'un vivier largement cartographié par Action Commune et le réseau de La Belle Démocratie. Il repose également sur un écosystème plus vaste qui partage ces envies de changement avec Grenoble en Commun ou les Grenopolitains, Kingersheim, Loos-en-Gohelle, Châtel en Trièves, les Gilets Jaunes à Commercy, ou encore les collectifs locaux du Pacte pour la Transition et les initiatives à vocation non élective comme à Barjols.



Source:La Belle Démocratie

Une hétérogénéité et des caractéristiques qui se recoupent

Au delà de leur foisonnement et de leur multiplicité, ces différents mouvements et leurs listes souvent candidates aux élections municipales ont témoigné d'une réelle hétérogénéité.

C'est la pluralité de ce mouvement qui en fait son essence. Des points communs se dessinent pourtant entre listes participatives et citoyennes, ce que Myriam Bachir (Université d'Amiens) présentait dans son excellent article *"Citoyennes et participatives : des listes qui réenchantent la politique"*:

- une fabrique citoyenne du programme;
- des modes de sélection des candidats hybrides et sophistiqués;
- un engagement en faveur d'une action publique plus collaborative incluant des formes de démocratie directe.

Ces dynamiques ont oeuvré à un renouvellement politique :

- en privilégiant la qualité des processus de construction et d'intelligence collective, parfois plus que le résultat de la "gagne" et faisant campagne pour, par et avec les habitant.e.s;
- en engageant une bataille culturelle pour sortir de l'ultra-personnalisation du pouvoir, pour féminiser la politique et engager des dynamiques de coopération;
- en repolitisant largement depuis l'échelle locale, poussant le débat public, rassemblant et mettant au coeur des propositions les urgences sociales, écologiques et démocratiques.

Les choix qui font le parcours de ces différentes aventures s'expliquent en partie par le contexte plus global que nous connaissons. Elles s'expliqueraient d'autant mieux par une analyse située : selon la taille des villages et des villes, l'histoire locale, le terreau associatif, la présence ou non d'une opposition ou d'une alternance politique, la façon d'exercer le pouvoir par un précédent exécutif municipal, etc. Cette approche de la complexité semble plus que nécessaire pour poursuivre ces analyses dans les mois et années à venir.

"Une vague verte et une claque citoyenne [1] "

Après le laboratoire de Saillans en 2014, dans la lignée du mouvement des Gilets Jaunes et des luttes contre le dérèglement climatique, un *"mouvement inédit en France"*[2] semblait percer. Quels sont donc les résultats de ces listes participatives et citoyennes?

Quelques chiffres pour illustrer ces tendances

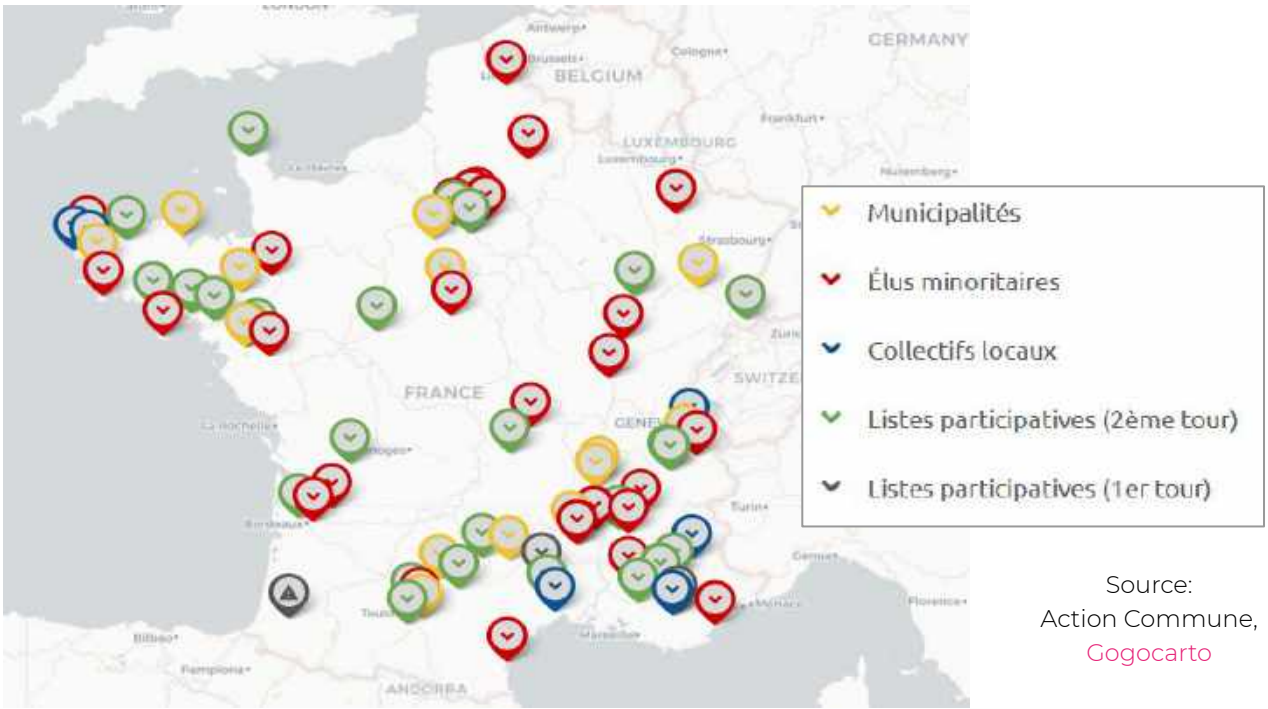
Le chantier d'analyse demeure largement ouvert pour fournir des données. Les conditions, notamment sanitaires, ont rendu difficilement lisibles les résultats du 1er tour. C'est grâce à la cartographie des listes participatives recensées par Action Commune, que nous pouvons extraire quelques tendances.

A l'issue de ces élections, ont été comptabilisés :

- → **66 listes participatives élues**
- → **1324 conseillers municipaux majoritaires**
- → **638 conseillers municipaux d'opposition**
- → **408 collectifs locaux**
- → **279 016 habitant·e·s qui ont voté pour ces listes participatives**

1 *Une vague verte et une claque citoyenne*, Communiqué de presse, Action Commune, 30 juin 2020
2 "Pour Martial Foucault, directeur du Cevipof (Centre de recherches politiques de Sciences Po), il y a là un "mouvement inédit" en France." dans *Municipales : les listes citoyennes, révolution démocratique ou fausse bonne idée?*, David Pauget, l'Express, 14 février 2020

A la différence de 2014, ce ne sont plus une dizaine mais plus de 66 communes, près de 2000 élu·e·s et des centaines de collectifs locaux qui composeront une partie du paysage municipal de cette nouvelle mandature. Parmi eux, on compte notamment de grandes villes comme Poitiers, Chambéry, Annecy ou Rezé. Ces dernières rejoignent des villes comme Grenoble, Kingersheim ou Loos-en-Gohelle dans la volonté d'expérimenter depuis le local et de relier les acteurs porteurs d'ambitions démocratiques, écologiques et solidaires. Elles viendront également s'ajouter à la "vague verte" de ces municipales pour soutenir l'ambition d'un volet démocratique aux côtés d'un axe écologique et social.



Source:
Action Commune,
Gogocarto

On comptera désormais aussi le réseau "Cités en communs", qui vise à relier des grandes villes écologistes et socialistes au sein d'un "arc humaniste". L'enjeu reste de taille quant à la nécessité d'ouvrir cette mise en réseau aux petites et moyennes villes qui représentaient plus de 58% des listes participatives candidates.

Source: Action Commune
Les listes participatives en chiffres

Nous le constatons, qu'elles soient dans ou hors les mairies, dans de petites, moyennes ou grandes communes, qu'elles soient citoyennes, sociales ou partidaires, radicales ou plus consensuelles, nous assistons à une émergence par le bas de nouvelles forces qui partagent des ambitions démocratiques, écologiques et solidaires de rupture.

VERS UN NOUVEAU MUNICIPALISME A LA FRANÇAISE?

Nous n'avons jamais autant parlé de municipalisme en France que pendant ces derniers mois! Nous y avons contribué à notre échelle, en promouvant la vision d'un municipalisme pluriel à travers des expressions diverses en France et en Europe avec la parution du MOOC *"La Commune est à nous!"*. Puis, contribuant à la publication en français du "*Guide du municipalisme. Pour une ville citoyenne, apaisée, ouverte*" (Editions Charles Léopold Mayer) pour partager dans l'espace francophone les pratiques et réflexions du réseau international des Fearless Cities (Villes sans peur). D'autres ouvrages de référence sont parus sur le sujet dont la Revue Mouvement *"Vive les communes! Des ronds points au municipalisme"*.

Ressources et ouvrages sur le municipalisme

- **Articles presse:**
  · *Le municipalisme ou la commune au pouvoir*, Claire LEGROS, Le Monde;
  · Aux municipales, les citoyens se lancent à l'assaut des mairies, Lorène LAVOCAT, Reporterre,
  · *Dix villes où des listes « citoyennes » affichent leurs ambitions pour les municipales*, Barnabé BINCTIN, Bastamag;
  · *Les listes «citoyennes», mirage ou ancrage ?*, Alexandre BILLETTE, Libération;
  · *Tout le pouvoir au local,* Socialter n°39
- **Cours en ligne:** MOOC *"La Commune est à nous!"*
- **Ouvrages de référence:**
  · *Guide du municipalisme. Pour une ville citoyenne, apaisée, ouverte,* Ada Colau, Barcelona en Comú (coord.), Debbie Bookchin, Editions Charles Léopold Mayer, Novembre 2019
  · *La Cité en communs. Des biens communs au municipalisme*, César Rendueles et Joan Subirats, C&F Editions, Novembre 2019;
  · *L'écologie sociale de Murray Bookchin*, Marin Schaffner, Editions Wildproject, Novembre 2019
  · *Vive les communes! Des rond points au municipalisme,* N°101, Mouvements, coord. Marion Carrel, Paula Cossart, Guillaume Gourgues, Pierre-André Juven, Julien Talpin

Municipalisme : entre théorie et pratique(s)

Il y a dans la pensée de Murray Bookchin - père du municipalisme libertaire et de l'écologie sociale - une source d'inspiration d'une particulière acuité en ces temps de crises (du capitalisme, des Etats-Nations, de la représentation politique, écologique, sanitaire, sociale et évidemment, démocratique). De la théorie aux pratiques, de nombreuses déclinaisons de cette pensée se sont faites jour, en France notamment à l'occasion de ces élections municipales.

Lundis en commun #4 - Spécial Fearless Cities

Les analyses critiques permettent de mieux entrer dans les limites d'un municipalisme « à la française ». Nous pouvons à ce sujet reprendre les contributions des deux universitaires, Sixtine Van Outryve (Université Catholique de Louvain) et Guillaume Gourgues (Université Lyon 2) lors de l'atelier "Quels bilans et espoirs pour le municipalisme en France à l'issue des municipales de mars 2020 ?" [3], du webinaire Faire Commun.e - Fearless Cities organisé pendant le confinement [4].

A partir de ses recherches sur le municipalisme libertaire (ou communalisme), Sixtine Van Outryve explique que ce dernier est avant tout un projet politique révolutionnaire, alors qu'en France il se manifeste sous des déclinaisons plus ou moins radicales et libertaires.

"Le municipalisme libertaire est un le projet politique, révolutionnaire, de l'écologie sociale visant à abolir toutes les hiérarchies et les classes gouvernantes que sont l'Etat et le capital.
Il vise à remplacer l'Etat et le capitalisme par des contre-institutions démocratiques et populaires au niveau local et confédérées entre elles. Il s'agit de restituer le pouvoir de décision aux citoyen.ne.s à travers une décentralisation institutionnelle et territoriale de la prise de décision politique et économique vers des communautés autogérées par des assemblées populaires."

Sixtine Van Outryve

---

3 Visioconférence à revoir et compte rendu des ateliers de cette édition spéciale Faire Commun.e "Fearless cities"
4 Faire Commun.e, Lundi en Commun spéciale édition Fearless Cities, 27 avril 2020

La chercheuse rappelle que le municipalisme se présente davantage (en France notamment) comme un mode de réappropriation des institutions locales par les habitant.e.s, pour traiter d'enjeux politiques au niveau local et en favorisant une participation citoyenne. A l'inverse du municipalisme libertaire, il ne remet pas en cause l'Etat-Nation comme une unité démocratique fondamentale, de laquelle la municipalité tient sa légitimité. Au-delà d'un cadre normatif limitant, qui ne reconnaît pas l'organisation de la démocratie directe (Ex: mandats impératifs, révocabilité des élu.e.s), **peu de mouvements ont repris de telles idées.** Hormis à Commercy où les Gilets Jaunes ont appelé à s'organiser en assemblée populaire autogérée, décidant qu'une assemblée citoyenne se présenterait aux élections sans couleur politique et porteuse de propositions élaborées durant les assemblées. Sa vocation confédérale lui permet de se relier à d'autres démarches (listes participatives, gilets jaunes et communalistes hors élections)[5]. La liste "Vivons et décidons ensemble", qui a obtenu 9,76% au 1er tour, a refusé l'hypothèse d'une fusion pour le second tour et poursuit l'assemblée pour développer l'auto-organisation, des projets concrets pour les habitant.e.s et se placer en contre pouvoir du conseil municipal.

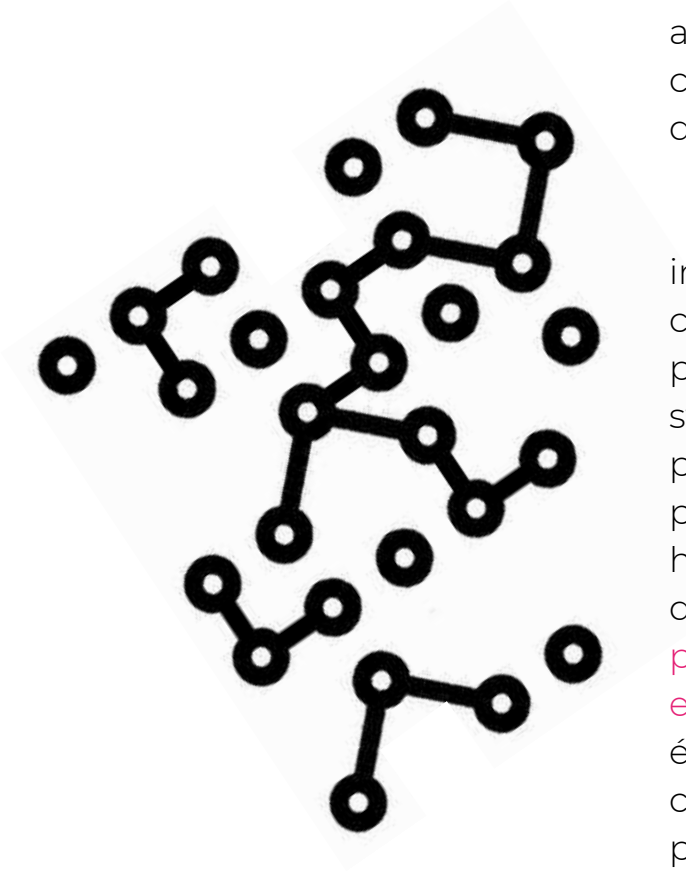
Du communalisme libertaire au municipalisme participatif [6], voire au "citoyennisme", on identifie de nombreux points d'achoppement: dans la critique et la rupture envers le capitalisme et l'État-Nation, dans la logique élective, le degré d'auto-gestion ou de radicalité démocratique, dans la création d'espaces de démocratie a-légale telles les assemblées populaires, dans la sociologie des personnes qui contribuent à ces dynamiques, etc.

A partir d'une enquête [7] (Février 2020) réalisée sur un échantillon réduit de 112 listes participatives, Guillaume Gourgues rend compte du lien entre municipalisme et listes participatives:

- **les listes participatives se positionnent à gauche très largement (64% [8]) mais n'ont pas pour habitude de s'auto-déclarer "municipalistes"** même si, dans les plus grandes villes, les militant.e.s plus politisés font le lien avec les thématiques municipalistes;
- elles réinvestissent des thématiques "creuses" telles que la démocratie participative ou la transition écologique pour les repolitiser et les intégrer dans leurs programmes;
- elles ont clairement des ambitions électorales et 59% d'entre elles pensaient pouvoir remporter les élections;
- ces listes tissent des liens étroits avec le champ politique plus traditionnel (ancien.ne.s élu.e.s, militant.e.s encartés ou partis politiques) mais seulement 31,2% d'entre elles sont soutenues par les partis politiques.

5 Voir l'article de Didier Fradin issu de la Rencontre nationale des Communes Libres, *La Commune des communes à Commercy : récit d'une rencontre des municipalismes français*, CommonsPolis
6 *Du municipalisme au communalisme*, Paula Cossart et Pierre Sauvêtre, Mouvements, 2020, n°101
7 Contribution basée sur l'enquête Action Commune - Gourgues, Van Outryve, Sainty, Dau auprès d'un échantillon de 112 listes entre le 1er et 13 février 2020 et l'article L'essor des "listes participatives". Autour de la campagne des élections municipales de 2020, Gourgues, Lebrou, Sainty, La vie des idées
8 Voir résultats de l'enquête Action Commune - Gourgues, Van Outryve, Sainty, Dau, 13 février 2020, op. cit.

Et l’échelle intercommunale ?



Les ambitions démocratiques portées par les listes se sont également heurtées à l'échelle intercommunale. Les négociations à huis clos et alliances aboutissant à une ingouvernabilité de ces échelons ont d'ailleurs été largement dénoncées [9].

Durant la campagne électorale deux initiatives intéressantes s'étaient démarquées à ce propos, alors que la préoccupation montante pour ce sujet n’a pas suffit ailleurs à élaborer des stratégies d’alliances ou de propositions. La plateforme numérique des Grenopolitains a permis de récolter les propositions des habitant.e.s des communes rurales et urbaines de la métropole grenobloise. La Charte de la participation citoyenne de la Vallée de la Drôme et du Diois a engagé les candidat.e.s aux élections municipales (futurs élu.e.s communautaires) à tenir les engagements d'une participation citoyenne y compris dans les décisions de l'intercommunalité.

Le municipalisme et le communalisme demeurent inspirants pour montrer que le pouvoir n'est pas seulement dans les institutions et aux mains des élu.e.s mais qu'il vient aussi d'une citoyenneté en dehors du vote. Ils constituent un terrain d'expérimentation pour les moyennes et grandes villes de la vague verte et citoyenne, tout autant que pour la ruralité. La création d'assemblées (locales, populaires, citoyennes) seront les pendants des schémas démocratiques municipaux d'équipes victorieuses aux municipales (Saint Médard en Jalles, Poitiers, Grenoble) et des listes déchues aux élections pour faire mouvement dans la durée (Archipel Citoyen à Toulouse, Commercy-Gilets Jaunes). Une façon de montrer que le débat public ne s'arrête pas au temps des élections, ni au processus de décision. Le municipalisme "*c'est aussi reprendre le pouvoir sur la vie*" (Magali Fricaudet - AITEC). Les municipalités sont donc des lieux privilégiés pour retravailler ces articulations entre le social, le politique et l'institutionnel.

9 *L ’élection des présidents dans les métropoles : la démocratie confisquée par les élus*, Fabien Desage, Tribune, Médiacités, 13 juillet 2019

UN NOUVEL ÉLECTORAT?

Renouvellement de 86% des exécutifs municipaux au 1er tour [10], vague verte, listes participatives, Gilets Jaunes ... à quoi ressemblent ces électorats en reconfiguration? Les listes participatives partaient de zéro et prétendaient réunir beaucoup d'électorats différents.

Leurs "adversaires politiques" connaissaient très bien quant à eux la sociologie de leur électorat et organisaient une stratégie très ciblée. La capacité des listes participatives à rassembler à travers un "front citoyen" a dépassé l'habituel clivage gauche-droite, même si elles se revendiquaient ou étaient identifiées plus largement de "gauche".

Un électorat limité à certaines classes sociales malgré la volonté de s'ouvrir

En termes de sociologie et de représentativité, les listes participatives sont demeurées assez limitées aux personnes qui ont à la fois le temps et le capital économique et social pour s'impliquer. Leur présence dans les quartiers populaires ou les périphéries urbaines a été souvent reconnue comme insuffisante par les listes elles-mêmes (voir les enregistrements des "Lundis en commun"). Elles n'ont pas toujours su être intelligibles.

Leurs propositions de renouvellement démocratique et leurs processus pouvaient paraître complexes. Elles ont tenté de sortir de l'entresoi, d'aller chercher les habitant.e.s qui sont exclu.e.s ou s'auto-excluent (invisibles), de s'ouvrir aux abstentionnistes (Toulouse), à de nouveaux électeurs, mais elles ont principalement mobilisé et touché des classes moyennes et supérieures (Montpellier, Toulouse [11]).

10 *Le premier tour des municipales n'a pas eu lieu*, Nicolas Bué, Fabien Desage, Rémi Lefebvre, Libération, le 18 mars 2020.
11 *Municipales 2020 : Autopsie d'une défaite de la gauche à Toulouse*, Gaël Cerez et Rémi Benoit, Médiacités, 6 juillet 2020

Un contexte compliqué entre COVID, multiplication des listes et nouveauté

Dans le contexte lié au COVID, la peur et le repli de groupes homogènes sur eux-mêmes rendent propices le vote envers des forces politiques connues. Cela ne favorise pas une nouvelle offre politique peu médiatisée. Par les alliances qu'elles ont engagé avec d'autres forces partidaires plus traditionnelles, les listes se sont adressées à un nouvel électorat. Certaines ont su agréger ces différents mondes, pour d'autres, ce sont les électeurs des initiatives citoyennes de départ qui ont lâché la barque, ne s'y reconnaissant plus.

Ces circonstances inédites expliquent peut être en partie la réélection de si nombreux maires sortants. Elles montrent également que les partis politiques continuent de représenter une valeur refuge d'autant plus dans les contextes de fragmentation de l'offre politique et de candidatures éclatées (Ex: 14 listes à Montpellier, 12 à Toulouse). Rémi Lefebvre analyse par ailleurs une "*stratégie d'effacement et de brouillage*" de la part des partis politiques durant ces élections municipales.

"Invisibles en première analyse, les partis politiques n'ont pourtant pas déserté la sphère politique municipale. Bien au contraire. À y regarder de plus près, ils sont omniprésents. Au niveau des communes, la bataille des investitures a été âpre et les partis structurent toujours l'offre de candidatures. Les partis sont toujours porteurs de ressources indispensables dans la lutte électorale. Ils se cachent derrière la façade de listes citoyennes qui ont besoin de leur support organisationnel dans les grandes villes. Les élections municipales restent un enjeu essentiel pour la plupart des partis. Les pressions exercées, notamment par Les Républicains (LR), pour maintenir le scrutin à quelques jours du premier tour, malgré la pandémie de Coronavirus, en attestent."

Rémi Lefebvre [12]

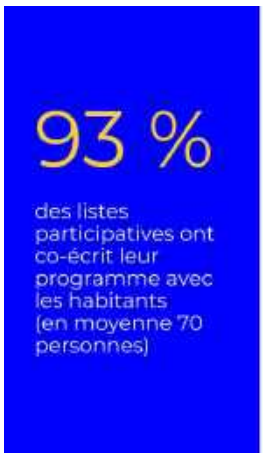
Les listes participatives se distinguent des partis politiques, de leur organisation interne et de leur "machine électorale". Elles envisagent le pouvoir autrement ("le prendre pour le partager"[13]) et les élections comme moyen et non comme finalité. Pourtant, cette volonté de changer les pratiques politiques s'est entrechoquée avec les représentations d'un électorat qui continue à rechercher la figure d'un maire paternaliste. Les candidatures participatives allaient ainsi à contre-courant par leur procédés de désignation des candidat.e.s, par leurs figures féminines ou leurs binômes en tête de liste, etc.

12 *Municipales 2020 : les partis politiques, invisibles et omniprésents* , Rémi Lefebvre , La Vie des Idées, 23 juin 2020
13 La Belle Démocratie

Au-delà des chiffres, une implication forte des habitant·es par les listes participatives

Si toutes ces insuffisances doivent être reconnues, elles peuvent aussi être nuancées. D'une part, par le fait que les listes participatives ont investi l'espace public (la rue, les places), ont réalisé un travail de terrain et associé les habitant.e.s, notamment à l'élaboration des contenus programmatiques. Plus de 93% des listes ont co-écrit leur programme avec les habitant.e.s. A Chambéry, toutes les 6 semaines pendant deux ans la liste *Chambé Citoyenne* a organisé des assemblées citoyennes. Celles-ci ont donné lieu à l'élaboration d'un projet-programme avec des valeurs et des directions sur des dimensions de justice sociale, transition écologique et égalité hommes/femmes. A Montpellier, la liste #NousSommes indique que cette participation directe des montpellierain.e.s a amené l'intégration de mesures fortes sur la sécurité ou les déchets. Ces sujets "sensibles" méritent qu'on s'y penche de plus près [14].

S'il est difficile de chiffrer exactement cette mobilisation des habitant.e.s, la proximité et les propositions portées par les listes participatives a su concerner, voire susciter l'adhésion de nombreux.ses électeurs.ices. Malgré un travail qualitatif reconnu, la densité des contenus programmatiques (plusieurs centaines de propositions parfois) a rendu difficile leur lisibilité.; là où les autres candidat.e.s s'en tenaient à une seule mesure emblématique, simple et rassurante, à destination d'un électorat très ciblé. Un constat à méditer à la fois en termes de qualité (de pauvreté?) du débat public.



Il y a donc bien eu intérêt, engouement et espoir même si cela s'est traduit dans les votes de façon minoritaire. Il s'agit là de changements de long terme qui se sont amorcés. Il serait intéressant de creuser la question de l'électorat des jeunes de 18 à 25 ans, dont on sait qu'ils se politisent aujourd'hui, notamment sur les enjeux liés au climat, et que ces derniers plaçaient en tête de leurs intentions de vote les candidatures écologistes et citoyennes [15]. Ces nouvelles dynamiques invitent à placer ailleurs le curseur, à entrer dans une approche de la diversité, de la complexité, du sensible et du qualitatif. A se placer au delà des étiquettes gauche-droite, des scores électoraux, etc. pour percevoir d'autres marges de progression, d'ouverture, de changements.

14 Voir à ce titre les travaux d'Arnaud Blin (CommonsPolis) : *Les villes, laboratoires innovants pour une sécurité collective*, *Le vent se déplace depuis l'Europe: Les Etats-Unis et la révolution municipaliste*, etc.

15 Sondage Les jeunes et le vote aux municipales 2020, réalisé par l'IFOP pour l'Anacej, en partenariat avec le Forum Français pour de la Jeunesse, 3 mars 2020

FÉMINISATION DE LA POLITIQUE ET RENOUVELLEMENT SOCIOLOGIQUE

"Les nouveaux conseils municipaux représentent-ils un peu plus la France telle qu'elle est?" Au lendemain du second tour des élections municipales, les infographies étaient révélatrices. Même si le premier tour des élections a semblé couper court à un large renouvellement sociologique et générationnel, nous pouvons saluer quelques avancées bien tangibles.

Renouvellement sociologique des élu·es du côté des listes participatives

Pour certain.es et notamment du côté des listes participatives, l'attente était forte de bousculer la pyramide des âges des élu.e.s. La moyenne d'âge des maires en France en 2014 était de 60 ans. En 2020, la moyenne d'âge des candidat.e.s têtes de listes participatives était de 47 ans[16]. Léonore Moncond'huy, nouvelle mairesse de Poitiers de la liste participative Poitiers Collectif fait figure de référence désormais et à plus d'un titre, notamment pour le renouvellement générationnel qu'elle porte du haut de ses 30 ans et avec son équipe. Cette tendance se confirme également dans les grandes villes avec une moyenne d'âge de 48,8 ans.

La sociologie des listes candidates et victorieuses continue quant à elle de concerner des personnes diplômées du supérieur (cadres, ingénieurs, etc.) et laisse les classes populaires "sous-représentées" et face à "des niveaux record d'abstention"[17]. Ces constats sont rassemblés au sein d'un article bilan de Donatien Huet, Mathieu Magnaudeix et Ellen Salvi: "*Municipales: la représentation des femmes et des minorités progresse lentement*" (Médiapart). « ***Le plafond de verre est en train de se briser à certains endroits, mais ça reste minoritaire*** »[18], commente le sociologue Julien Talpin.

16 Voir résultats de l'enquête Action Commune - Gourgues, Van Outryve, Sainty, Dau, 13 février 2020, *op cit*
17 *Municipales: la représentation des femmes et des minorités progresse lentement,* Donatien Huet, Mathieu Magnaudeix et Ellen Salvi, Médiapart, 5 juillet 2020
18 *ib idem*

Malgré les propos et dénigrements homophobes qui ont eu cours pendant la campagne, ce nouveau scrutin municipal consacre l'élection ou la réélection, y compris dans de grandes villes, de personnes dont l'homosexualité n'est plus un tabou. La France compte également sa première mairesse transgenre dans la commune de Tilloy-lez-Marchiennes. **Il y a derrière ces victoires, une politisation là aussi (Voir à ce propos l'entretien de Priscilla Zamord à Rennes [19]) et un changement positif des représentations.**

Féminisation de la politique : définition et chiffres

Les listes ont souhaité interroger également les rapports de domination. C'est ce que nous retrouvons derrière la revendication de la féminisation de la politique ou plutôt de "*dépatriarcalisation de la politique*". Nous pouvons à ce sujet renvoyer aux propos d'Averill Roy (CommonsPolis) lors de l'atelier "*Féminisation de la politique et "care" : quels liens avec le municipalisme ?*"[20]

Care ? Féminisation de la Politique ?

« Les termes "Care" ou "Cuidados" et "Féminisation de la politique" sont particulièrement mis en avant par les plateformes municipalistes espagnoles [21], pour qui ces notions sont intrinsèquement liées au municipalisme. [...]

Le terme "Féminisation de la politique" est équivoque. Même s'il évoque un lien avec les femmes, on ne fait pas pour autant référence ici à des façons féminines de faire de la politique. Il s'agit en réalité de "dépatriarcalisation de la politique", c'est-à-dire de déconstruire et renverser le patriarcat qui traverse les individus, hommes et femmes, qui guide les logiques de pensées, nos postures, nos façons de nous mettre en lien et in fine nos façons de nous organiser. »

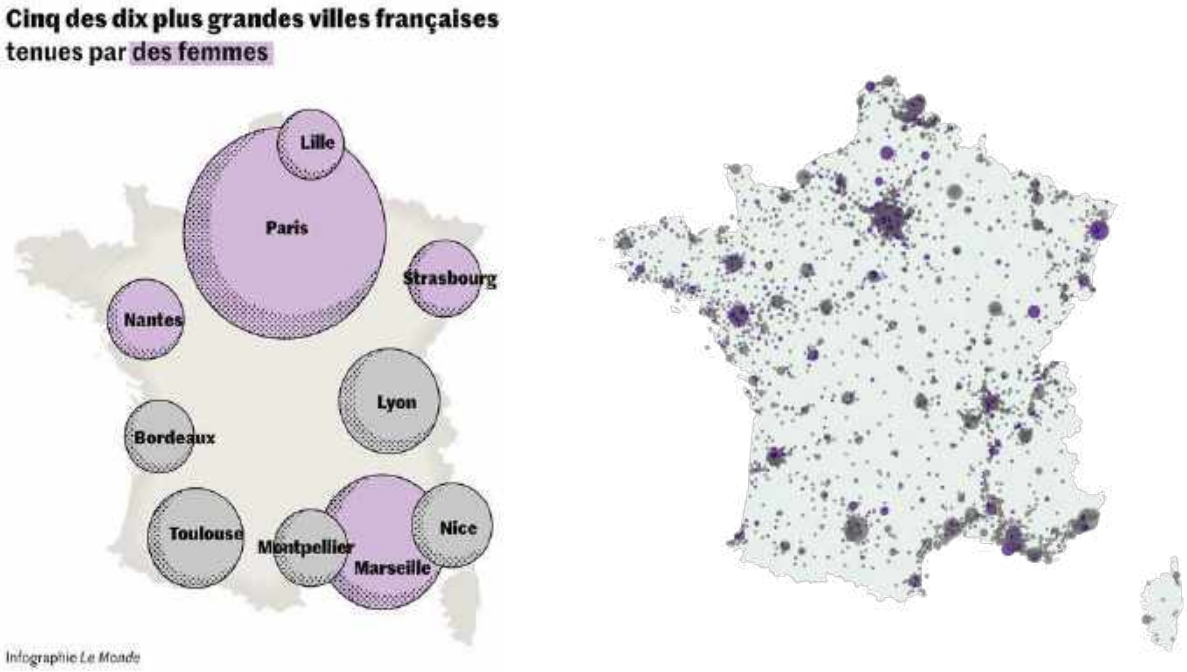
Averill Roy, CommonsPolis

19 *La gauche s'est assoupie dans la lutte contre le racisme, il est temps de réagir.* Entretien avec Priscilla Zamord, Reporterre, 25 juin 2020
20 Faire Commun.e, Lundi en Commun spéciale édition Fearless Cities, 27 avril 2020
21 *Feminize Politic Now! A toolkit created by the municipalist movement*, Ada Regelmann & Vera Bartolomé, Rosa-Luxemburg-Stiftung, Mars 2020

Source: Action Commune

Cette féminisation de la politique pendant la campagne des élections municipales s'est d'abord traduite par de plus nombreuses candidatures féminines. **Les listes participatives se distinguent assez nettement à ce propos puisque 40,7% de ces dernières étaient menées par des femmes en tête de liste, contre 23,1% sur l'ensemble des listes candidates en France.**

Cela s'inscrit dans une tendance plus globale qui a vu élire des femmes dans 17,8% des communes de plus de 3500 habitant..e.s et les a placé à la tête de la moitié des 10 plus grandes villes de France (Paris, Marseille, Lille, Strasbourg, Nantes).



Source: Le Monde et Médiapart

Incidences concrètes de la féminisation de la politique

Cependant, le sujet va au delà de la seule représentation des femmes dans les listes ou dans les mairies. Il y aurait tout d'abord beaucoup à dire sur ce qu'ont vécu les femmes têtes de listes (voir les témoignages de Charlotte Marchandise et de Fanny Lacroix [22]) dans leur rapport à leurs concurrents masculins, aux médias, aux exigences tacites ou explicites eu égard à leur apparence (tenue vestimentaire, coiffure, maquillage, etc.) les obligeant à entrer dans une plasticité qui n'a pas d'égal chez les candidats de l'autre sexe.

Lors de l'atelier dédié à cette question [23], des pistes de solutions ont été présentées. Elles témoignent de la prégnance d'un imaginaire fort autour du patriarcat, chez les hommes mais aussi chez les femmes. Avant de changer les pratiques, il convient de faire évoluer nos langages et représentations.

Il s'agit par exemple de privilégier le terme "***dépatriarcalisation***". De promouvoir une autre figure de l'élu.e et du leader, en cessant de croire en l'homme providentiel, en amenant de l'humilité et du droit à se tromper. Cette approche a d'ailleurs bien coïncidé avec les processus d'élection sans candidat.e.s qui permettaient de sortir d'entrer du choix des personnes (leader) *a priori*.

De même avec la rédaction des chartes éthiques, promouvant une approche de "leader obéissant". Ces changements reposent sur une prise de conscience, par les hommes de la place qu'ils prennent, mais aussi par les femmes, de la place qu'elles n'osent pas prendre ou attendent d'être autorisées à la prendre.

Les processus autant que les résultats!

Les pratiques permettent de modifier les rôles établis. Développer des codes gestuels et des règles de fonctionnement sécurisantes permet à chacun.e de trouver sa place (Ex: ne pas se couper la parole, se donner le temps de parler et respecter les silence, nommer une facilitateur-rice tournant des réunions, etc.).

Construire et illustrer le "care" par des exemples et des pratiques (Ex: entretien des salles) ouvre à la compréhension de réalités qui trop souvent échappent. Développer des dispositifs d'accueil permettant aux femmes de se libérer des charges qu'elles ont en plus (Ex: garde d'enfants) garantit leur participation

---

22 *Féminisation de la politique et "care": quels liens avec le municipalisme ?*, Faire Commun.e, Lundi en Commun spéciale édition Fearless Cities, 27 avril 2020
23 *ib idem*

et celles de familles à la vie démocratique. Cette préoccupation a été portée par les listes participatives pendant la campagne électorale avec des espaces dédiés aux enfants, des horaires réaménagés et des possibilités de garde. Cette tension entre vie privée, vie professionnelle, vie militante et vie politique demeure encore un point d'équilibre à trouver. Les nouvelles mairesses pouvaient en témoigner durant la période de confinement, devant gérer, parfois seules, vie familiale, vie publique et vie professionnelle. Des évolutions seraient certainement bienvenues quant au statut de l'élu·e., une meilleure répartition des indemnités des élu·e·s d'un conseil municipal en fonction de la situation de chaque personne, une plus grande capacité à travailler en équipe et à déléguer pour éviter un cumul de responsabilités, pour les mairesses notamment.

La place des méthodes et des outils questionne beaucoup car elle a tendance à techniciser l'enjeu démocratique. "*Il ne faut pas que la méthode prenne le pas sur le reste*". «Oui!» répond Charlotte Marchandise lors de l'atelier, tout en rappelant aussi que les méthodes permettent la prise de parole de tou.te.s, notamment des femmes, et que "*ce n'est que comme ça que l'on changera la façon de faire*."." [24]

24 *ib idem*

RÉVOLUTION DES MÉTHODES ET LIMITES

Là où les mairies rebelles en Espagne avaient emprunté le chemin du municipalisme sur fond de mouvement social des Indigné·e·s, d'expulsions immobilières et de crise économique tendue par les politiques d'austérité, la porte d'entrée qu'empruntent les listes participatives en France semble davantage tournée vers la question démocratique.

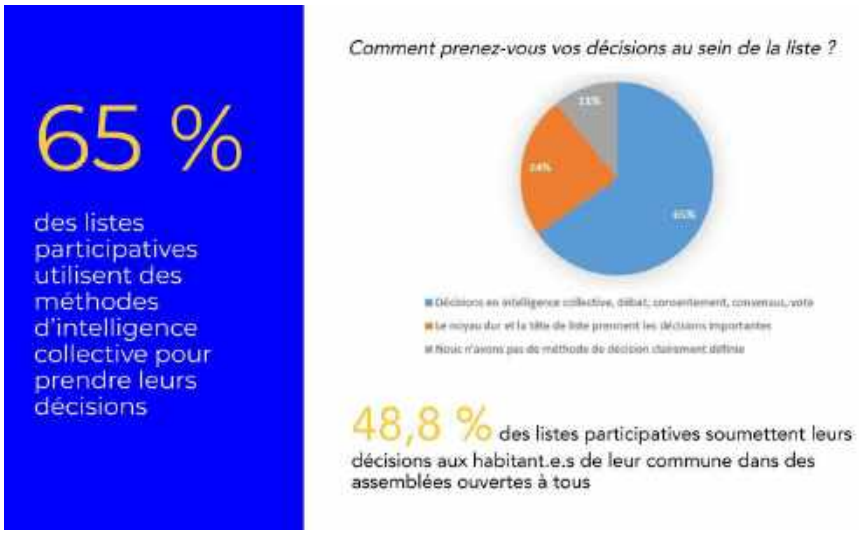
Centralité de la question démocratique

Sans dénier la part importante des revendications sociales, économiques et écologiques, c'est finalement la revendication de plus de démocratie directe qui apparaît comme point d'entrée central, rappelant par ailleurs les demandes portées par les Gilets Jaunes (Référendum d'Initiative Citoyenne). C'est aussi ce qui accentue la préoccupation pour les outils, les méthodes, les processus de décision collective. **Ainsi 65% des listes participatives utilisent des méthodes d'intelligence collective pour leur prise de décision.**

Ces méthodes sont donc non seulement les leviers mais aussi les composantes à part entière du processus de construction des listes participatives (de leur candidature, de leur programme, de leurs alliances, de leur future gouvernance une fois élues, etc.)

Decidim[25], Discord, Slack, Telegram, Facebook, Twitter ... cette campagne marque aussi comme jamais l'influence des réseaux sociaux et le rôle du numérique (notamment des logiciels libres et open source). Ils ont été facilitants pour la vie interne des listes, leur rapport à une audience plus large et ont contribué à l'amplification du débat public. S'ils ont permis en interne de fluidifier l'information (Ex: groupes de travail), ils ne remplacent pas la qualité des rencontres en présentiel. La période du confinement en a d'ailleurs attesté. Ces outils ne permettent pas non plus une large popularisation. Ils touchent certain.e.s habitant.e.s selon leur accessibilité et leur rapport au numérique, leur aisance à l'écrit, leur maîtrise de la langue ou leur capacité à formuler des propositions.

25 Decidim est un logiciel « open source » de démocratie participative, entièrement conçu et réalisé de façon collaborative selon les règles du logiciel libre. Créé au départ grâce à un investissement public de la mairie de Barcelone (Barcelona en Comu), il reconnu et utilisé dans le monde entier par différentes villes et organisations. »



Source: Action Commune

Méthodologies démocratiques : quels processus pour quels changements?

A l'heure de cette campagne électorale un nouveau vocabulaire a percé, renvoyant à ces outils et méthodes : l'intelligence collective, la gouvernance partagée, la sociocratie, l'holacratie, l'élection sans candidat.e, la décision au consentement, le jugement majoritaire, le tirage au sort, l'identification d'une raison d'être, la construction du "nous", la formulation d'objections, l'écoute du centre... **Mais qu'est-ce que ces outils permettent-ils d'opérer en termes de changements politiques?** Quelles en sont éventuellement les limites?

Un point rassurant repose sur la cohérence des listes participatives à s'appliquer dès la campagne les changements de pratiques qu'elles revendiquaient. L'analyse proposée par Myriam Bachir [26] sur la "fabrique citoyenne du programme; l'hybridation, la réflexion et l'imagination méthodologiques mobilisées pour la désignation des colistiers; et l'engagement pour une démocratie plus directement participative", documente très bien cela.

26 *Citoyennes et participatives : des listes qui réenchantent la politique,* Myriam Bachir, Terrains de campagnes, Le Monde, 26 février 2020

L’élection sans candidat·e

L'élection sans candidat.e.s est un processus fascinant *"qui permet de décider en consentement qui prendra la responsabilité d’un rôle, d’un poste ou d’une fonction."* [27] **Les étapes préalables qu'elle permet posent des questions fondamentales que l'on ne pose pas assez : quel·le élu·e voulons-nous? De quel.le candidat·e avons-nous besoin? Quelle est la liste que nous voulons construire?**

"Rien de pire que d’être présenté comme un super-héros quand on n’a pas de superpouvoirs." Les contributions de Manon Loisel (Acadie) et Nicolas Rio (Partie prenante) au sujet de la *"mission impossible de l'élu"* [28] et de la nécessaire redéfinition de sa fiche de poste sont éclairantes à ce titre. Ce sont désormais des qualités d'écoute, d'animation et de coopération qui sont valorisées pour faire face à une gestion locale complexifiée, contrainte et soumise aux crises. L'invitation n'est pas à préidentifier des compétences a priori mais à engager une démarche collective de redéfinition des missions, des qualités et des critères qu'un territoire se donne pour choisir son élu·e.

Cette méthode, très empruntée par les listes participatives lors de la campagne, pourrait avoir souffert d'une sorte de "fétichisation" à l'heure de désigner la ou les têtes de listes notamment. Dans certains cas, l'élection sans candidat·e·s semblait venir "cautionner" méthodo- logiquement une répartition des rôles déjà établie. Dans ces situations, elle a moins servi de processus de désignation, que de processus de "confirmation" ET (!) de dialogue. Cette deuxième dimension a contribué à des effets vertueux inattendus. Cela a en effet permis d'ouvrir un espace d'expression libre sur les qualités, les rôles, les doutes, les objections éventuelles à ce que telle personne soit tête de liste (ou à telle place dans la liste). Cette écoute a permis d'évacuer des tensions et d'asseoir une légitimité d'autant plus grande des candidat.e.s retenu·e·s.

Source: Action Commune

27 Fiches outils de l'Université du Nous
28 Elu local: mission impossible ou métier à repenser?, Manon Loisel et Nicolas Rio, Horizons Publics, 8 avril 2019

Un équilibre délicat à trouver entre collectif et candidat.e.s

De façon sous-jacente, cela révèle aussi la difficulté à admettre et repositionner les leaders au sein de ces dynamiques plus horizontales. Les leaders peuvent jouer un rôle très positif pourvu qu'ils soient placés dans une posture contributive, un rôle de "leader coopératif". **Cette dimension collective est un aspect difficile à combiner avec la pression d'un système électoral qui ne pose le regard que sur l'incarnation, le ou la "chef·fe", celui ou celle qui deviendra (ou pas) le ou la représentant.e de la liste.** C'est d'ailleurs face à l'écoute de cette pression, dans un contexte montpelliérain particulièrement habitué à une forte personnalisation du pouvoir, que la liste #NousSommes a décidé de combiner des fonctionnements collectifs avec une visibilité concentrée sur sa tête de liste, Alenka Doulain.

Le tirage au sort

Le tirage au sort organisé parmi la population électorale (Ex: Toulouse, St Médard en Jalles) a permis de mieux mailler le territoire municipal et de retourner la question à des citoyen.ne.s ordinaires: voulez-vous être notre élu.e? Les expérimentations démocratiques de #MAVOIX (élections législatives 2017) et de LaPrimaire.org (élections présidentielles 2017) en constituent des précédents inspirants. La récente Convention Citoyenne pour le Climat avec ses 150 citoyen·ne·s tiré.e.s au sort est un pavé de plus lancé dans la marre d'une démocratie représentative qui s'essouffle. **Malgré les fortes contraintes logistiques pour réaliser ces tirages au sort (accès au fichier électoral, pédagogie du processus, relance et rencontre des tirés au sort, etc.) et le très faible taux de réponse positive, ils sont constitutifs de très beaux efforts qualitatifs.** En outre, des trajectoires singulières se révèlent, comme ce fût le cas par exemple d'Agathe Voiron, citoyenne toulousaine tirée au sort et devenue porte-parole de l'Archipel Citoyen.

Démocratie directe et représentative : concurrence ou complémentarité?

Dans cette tendance à redonner au citoyen·ne une place centrale dans le processus de décision, on retrouve une possible mise en concurrence entre démocratie représentative et démocratie directe. Ainsi le tirage au sort se fait-il en opposition ou même en substitution du rôle des élu.e.s?

Ce débat, nous l'avons retrouvé récemment avec les remous (bienvenus!) de la Convention citoyenne pour le climat (CCC). A cela Loïc Blondiaux, politiste et membre du comité de gouvernance de la CCC, répond dans un entretien de la Gazette des Communes [29] :

« Certains dénoncent une attaque contre la démocratie représentative et le triomphe de la démocratie directe. Que leur répondez-vous ?

Que c'est un propos simpliste et un combat d'arrière-garde ! Nous n'avons pas affaire à de la démocratie directe, puisque le peuple ne décide pas : il participe à l' élaboration de la décision et propose. On parle ici de démocratie délibérative, dans laquelle le processus de construction de la décision est fondamental afin qu'elle soit acceptée et tenue pour légitime. Dans notre système actuel, l'espace de formation de la décision est réservé à un tout petit nombre d'acteurs (élus, experts...). La démocratie délibérative constitue ainsi un approfondissement de la démocratie représentative, pas une alternative. Dans un contexte d'abstention croissante aux élections, nous sommes contraints à l'imagination si nous ne voulons pas que nos institutions politiques disparaissent et soient remplacées par des formes autoritaires de pouvoir. »

Loïc Blondiaux

29 *Il y aura un avant et un après - convention citoyenne* Loïc Blondiaux, Gazette des Communes, 27 juillet 2020

Cette créativité, cette imagination, les listes participatives en ont fait un usage démonstratif pendant la campagne. La fabrique du politique résulte d'un carrefour d'interactions entre différents acteurs (élu·es, corps intermédiaires, habitant·es) et différentes sphères, sociales, politiques, institutionnelles y compris économiques et médiatiques.

Cette approche écosystémique est au cœur de la démarche municipaliste. Par ailleurs, l'invitation est à réguler tout autant les nouvelles enceintes de dialogue qui se mettent en place en parallèle ou contre l'institution (municipale notamment) car, aussi citoyennes ou populaires qu'elles soient, elles ouvrent de nouveaux espaces de luttes de pouvoir.

Chartes et codes éthiques

Le travail sur les contenus des chartes et codes éthiques permet de mentionner la richesse des partages de pairs à pairs entre l'Espagne [30] et la France, puis entre listes participatives en France [31]. Ces codes éthiques ont mis un point d'honneur à lutter contre la professionnalisation politique, les conflits d'intérêts, les financements de campagne non éthiques, à limiter les mandats et à veiller à la transparence des agendas des élu.e.s, etc. Ils ont permis d'acter l'importance d'une responsabilité des citoyen·nes pour veiller au bon respect de ces engagements. L'expérience espagnole montre que si cette force de pression est plus que nécessaire, elle tend à s'affaiblir dans le temps et les engagements pris par les élu·e·s sont finalement peu respectés. On regrettera l'insuffisante attention portée aux procédures de révocabilité, de suivi et de contrôle citoyen pendant ces élections. Cette éthique politique est un levier de reconstruction de la confiance évident et à tenir dans les actes.

Les méthodes et les outils sont en fait un bon prétexte pour questionner la co-responsabilité de chacun.e dans le système démocratique, son fonctionnement et son dysfonctionnement. Elles permettent de reconstruire une confiance envers les futur·e·s élu·e·s, entre les personnes ou vis-à-vis d'elles-mêmes. Ces progressions sensibles sont les marques d'un changement en profondeur, intime et culturel, déterminant pour que des individus, aux collectifs, jusqu'aux institutions, des transformations durables s'opèrent. Changer les comportements, les routines, créer les conditions de l'écoute, du dialogue, de la gestion des désaccords, d'une meilleure répartition des pouvoirs, d'une éthique politique, de l'estime, de la croyance en une capacité à changer les choses individuellement et collectivement... ne sont-ce pas là les marches pieds d'une transformation plus systémique?

30 *Gouverner en obéissant. Code de l'éthique politique*, Barcelona en Comú
31 Par exemple, le Code éthique des candidat.e.s de l'Archipel Citoyen de Toulouse a été largement partagé, avec d'autres pour inspirer les bases de la rédaction de nombreux autres codes éthiques de listes participatives.

LE NŒUD DES ALLIANCES

La question de la "confluence politique" a beaucoup été évoquée par les mairies du changement en Espagne. Ces alliances politiques semblent avoir été envisagées plus positivement et avoir plus facilement permis de "*faire tomber les étiquettes politiques*."38 En France, elles ont été davantage appréhendées comme de sources de tensions et de rejet du système politique traditionnel et des partis.

> *"Les partis politiques suscitent, on le sait, une défiance très forte (dans les dernières enquêtes du CEVIPOF, la confiance des Français est inférieure à 10 %). Les élections municipales les mettent traditionnellement à distance, notamment dans les petites communes et les villes moyennes. Mais cet apolitisme s'est radicalisé lors du scrutin. Une forme d'effacement est à l'oeuvre tant au niveau local que national. Elle s'accompagne d'un brouillage inédit de l'offre politique."*
>
> *Rémi Lefebvre* [32]

La tension entre défiance et alliances politiques

La question des alliances a été l'occasion d'une mise en tension à bien des niveaux: entre une certaine naïveté et les rouages de la vieille politique, entre pureté et *realpolitik*, entre la volonté de faire mouvement dans la durée et celle de gagner coûte que coûte les élections, entre renouveau et perpétuation politique, entre verticalité et horizontalité, entre coopération et domination, etc. Il y a de nombreux enseignements à tirer quant à ces tentatives de renouvellement des pratiques et des représentations.

Cette tension a été perceptible dès le début de la campagne électorale avec la constitution des listes et le choix d'intégrer ou non des partis politiques. Le temps du confinement de l'entre-deux tour a joué un rôle plus ou moins positif.

32 *Municipales 2020 : les partis politiques, invisibles et omniprésents, Rémi Lefebvre, La Vie des Idées, 23 juin 2020*

Pour certain.e.s, "*cela nous a permis d'échanger et de prendre le temps de faire des alliances, des contrats de coopération qui n'auraient pas eu lieu si nous n'avions eu que 48h pour l'entre deux tours*" (Bruno Cristofoli - Saint-Médard-en-Jalles). Pour d'autres listes au contraire (Toulouse, Montpellier, Perpignan), le confinement a créé de la distance, rompant brutalement avec l'émulation collective et l'énergie de la proximité (y compris physique) qu'elle procurait.

Ces alliances se sont donc plus ou moins négociées dans l'urgence et la pression du second tour. Globalement, le scénario des alliances entre listes candidates (ou celui du retrait) a été peu envisagé et donc insuffisamment préparé. Il y a pourtant là un débat de fond essentiel au sujet des finalités de ces listes. Entre siéger à la mairie dès 2020 et construire plus patiemment un mouvement social, les équilibres ont été difficiles à trouver au temps de la campagne électorale.

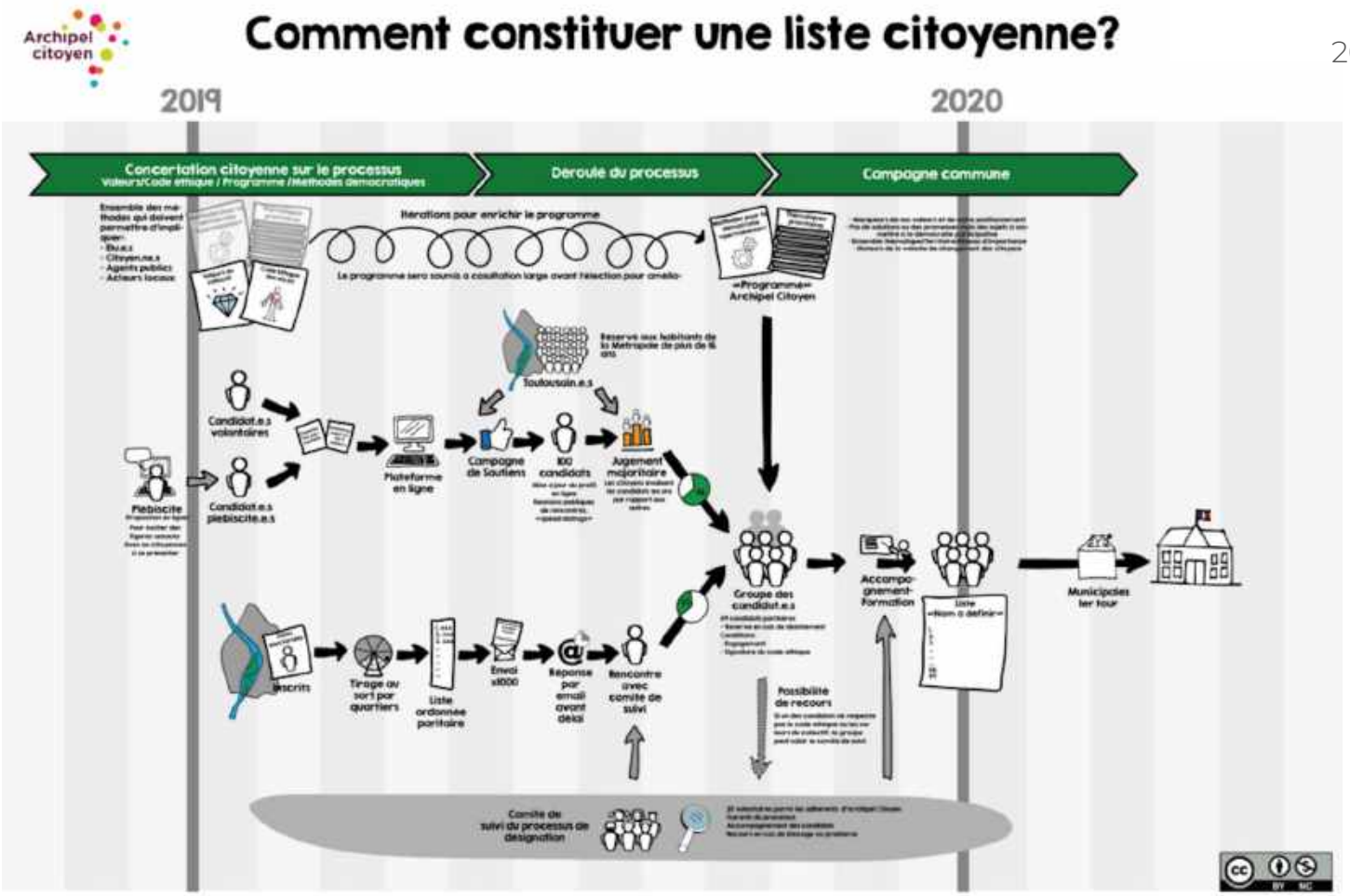
"Aux partis, les « citoyens » apportent une forme de virginité, de fraîcheur, de diversité sociale, de garantie démocratique, de nouvelles inspirations politiques (municipalisme, participationnisme...). Mais les « citoyens » visent aussi l'efficacité électorale et rejettent le principe d'une candidature de « témoignage ». Le réalisme électoral impose de s'appuyer sur les partis pour rassembler, être crédible, bénéficier de certaines ressources (savoir-faire électoraux, financement, notoriété, expérience...)."

Rémi Lefebvre [33]

Pragmatisme et politique tactique

Les listes participatives ont finalement fait preuve de pragmatisme, de "*politique tactique*" (Yves Macquet). Elles ont aussi accepté de sortir de leur zone de confort, de s'ouvrir et parfois de prendre des risques. Des candidat.e.s ont d'ailleurs durement payé le choix collectif de ses alliances dans leur vie privée, professionnelle ou militante. À quelque moment que ce soit de la campagne électorale (avant le premier tour ou dans l'entre-deux tours), les listes participatives ont posé les conditions de leurs alliances. Ce fût le cas à l'Archipel Citoyen (Toulouse) avec un processus de désignation (combinant des candidatures volontaires, des plébiscites, du jugement majoritaire et du tirage au sort), 5 piliers et un manifeste servant de base préalable à toute intégration de candidatures.

33 *ibidem*



Processus de désignation
Source: Archipel Citoyen (Toulouse)

Comme Jonas George (Archipel Citoyen - Toulouse) le reconnaît, il faut dépasser les signatures de simples manifestes dans cette relation avec les forces politiques qui composent les listes: "*il faut aller plus loin dans les accords de fonctionnement*". Préciser ces fonctionnements communs, ce fût justement l'objet de la rédaction du contrat de coopération (mesures, éthique, participation citoyenne, fonctionnement à la mairie et à la métropole, etc.) lors du rapprochement entre Saint-Médard en Jalles Demain et la liste Saint-Médard en Jalles Pour Vous. C'est donc à la pratique que nous verrons la mise à l'épreuve et l'évolution du fonctionnement de ces alliances, victorieuses pour Saint-Médard en Jalles, comme pour Poitiers, Chambéry, Rezé ou Annecy notamment.

Entre la radicalité, la pureté et un fonctionnement politique rodé, les façons de faire se confrontent et s'hybrident forcément. "*La politique municipale reste une affaire de partis et cela, d'autant plus que la taille de la commune est importante*" conclut Rémi Lefebvre dans son article [33] . Sans dénier le rôle que ces partis jouent au local, la médiatisation de cette campagne des municipales a su difficilement s'extraire d'une analyse focalisée sur ces forces politiques traditionnelles et voir au delà, dans les démarches citoyennes notamment, une autre proposition politique.

COMMUNICATION POLITIQUE

S'il est évident que les listes participatives se sont nettement distinguées par leur travail de proximité pour renouer la relation avec les habitant.e.s, la portée de leur communication politique est à interroger. Cette dernière renvoie à la fois aux insuffisances des listes elles-mêmes mais aussi au fonctionnement d'un système-politico médiatique étanche à toute tentative de renouvellement.

> *“Faire revenir des abstentionnistes aux urnes, surtout parmi les classes populaires et dans un contexte pandémique, est une tâche colossale dont les élites politiques en place et les médias locaux sont les premiers à se désintéresser. Personne ou presque ne cherche à animer un débat public local de qualité. Les enjeux de fond sont constamment invisibilisés. On ne pouvait pas attendre, dès lors, de miracles de ces collectifs citoyens et des listes participatives.”*
>
> *Entretien Guillaume Gourgues par Adrien Disson (Médiacités)*

Un OVNI politique

Les listes participatives sont à l'issue de ces élections municipales des "hors-catégories politiques", des OVNI politiques. Cela s'est vérifié à l'heure de déclarer leurs candidatures, se voyant attribuer de facto la catégorie de listes divers gauche (DVG) alors que leur composition était intrinsèquement plus transpartisane. Enfermées dans le clivage gauche-droite, elles étaient parfois radicalisées par les commentateurs comme étant d'extrême-gauche".

Un combat dont témoigne Caroline Forgues (L'Alternative - Perpignan) qui a dû adresser des courriers aux correspondants de la presse locale car ne se retrouvant pas derrière cette caractérisation. De la même façon, la liste Leucate Citoyenne est allée jusqu'en Préfecture pour qu'on lui reconnaisse la catégorie de "Divers" et non "Divers-Gauche", ... démarche qui n'a pu aboutir. L'étiquetage politique est limité et n'intègre pas encore ces démarches.

Quelle responsabilité politique pour les médias?

Cette lecture a été d'autant plus forte dans l'oeil des médias qui rejouent sans fin les habitudes du système politique traditionnel: celui des partis politiques avant tout, des clivages gauche-droite, de l'hyper-personnalisation du pouvoir, de la politique nationale et, parfois, du sensationnel. Ce constat est évidemment exagéré lorsque l'on voit se développer une presse indépendante et décentralisée, un journalisme d'investigation (Médiapart, Reporterre, Médiacités, Bastamag, Le D'Oc, etc.)...Mais pour combien d'autres qui maintiennent le *statu quo*?

Quelques semaines avant la tenue du premier tour, puis à l'issue des résultats finaux du second tour, nous avons observé un net rétrécissement de l'intérêt et de l'espace médiatique pour ce phénomène "nouveau". Les analyses se sont focalisées sur les luttes entre partis, les grandes villes et les têtes d'affiche, la "vague verte", le tout sur fond de politique nationale (dans notre pays avant tout centralisé) et des incidences sur les stratégies politiques pour les présidentielles de 2022. Invisibles toutes ces forces citoyenne.s, invisibles leurs incidences au local dans les projets de territoires dessinés, invisible leur poids dans les alliances qu'elles ont porté à la victoire (vague verte notamment), invisible le travail qualitatif pour l'élaboration de leurs programmes, invisibles leurs façons de faire de la politique, invisible aussi leur force de rassemblement, invisible leur trajectoire dans la durée ...!

Cet état de fait invite à travailler la façon dont peuvent être interrogés et relayés médiatiquement les changements de pratiques de ces listes (chartes éthiques, tirage au sort dans la population, méthodes de décisions collective, co-construction des programmes avec les habitant.e.s, désignation des têtes de listes et ordonnancement de la liste, etc.) et dont peuvent être analysés leurs résultats au delà des scores électoraux (trajectoires des collectifs, leur impact dans le tissu associatif ou militant local, le changement de rapport à la politique, etc.).

Une violence politique à déplorer

La transformation démocratique passe sans conteste par l'expérience concrète, le vécu, même intime, de celle-ci. Elle nous touche dans nos multiples dimensions - politiques, sociales, professionnelles, militantes, familiales, etc. - et aussi dans nos affects, dans nos émotions [34]. Si l'émulation collective peut être un ascenseur émotionnel très positif, le temps de campagne électorale peut au contraire renvoyer à un niveau de violence au dessus de toute attente. Il en va de coups durs exercés à la fois dans la sphère personnelle ou professionnelle des personnes, mais également de stratégies de communication ou de médiatisation volontaires.

S'emparer des mesures proposées par ses concurrents en prétendant qu'elles sont siennes, mener une campagne de la peur contre la liste adverse, verser dans les propos homophobes, organiser des actions de vandalisme en les faisant passer pour celles de la liste adverse, menacer les commerçants pour qu'ils cessent de soutenir la liste d'opposition, faire pression sur une collectivité locale pour demander la démission d'une candidate qui y travaille, ... *"Je suis choquée et ne pensais pas qu'on puisse aller aussi bas et dans la méchanceté"* nous confiait une colistière durant les Lundis en Commun. Pouvons-nous encore tolérer cette violence banalisée ? A cela, certain.e.s militant.e.s des listes participatives préfèrent revendiquer leur naïveté, qui constitue une force dans leur refus de perpétuer cette violence. "*Radicale Bisounourse*"[35] titrait Charlotte Marchandise dans son dernier ouvrage. Une posture qui inspire résolument.

34 Voir à ce titre l'ouvrage *La démocratie des émotions. Dispositifs participatifs et gouvernabilité des affects*, Loïc Blondiaux et Christophe Traïni, Presses de Sciences Po, Mars 2018
35 *Radicale Bisounourse*, Charlotte Marchandise, Le Hêtre Myriadis, Octobre 2019

CONCLUSION

"Il y a dans cet engouement « citoyenniste » un double mouvement en apparence contradictoire, fait d'une part de spontanéité, et d'autre part d'ancrage de fond des listes citoyennes. Elles sont apparues de manière subite et au coup par coup ce qui les apparente à un phénomène de mode. On aurait tort cependant de les appréhender par le prisme exclusif de l'effet de mode. Ni spontanée ni isolée, loin d'être des foyers atomisés qui s'allumeraient isolément les uns des autres, ces listes ont des relais, sont mises en réseaux d'accompagnement, de soutien, d'appui et de formation en France, en Espagne et dans toute l'Europe (...) Pour cette raison, elles s'inscrivent dans un mouvement de fond et partagent des méthodes et process communs."

Myriam Bachir [36]

Au sortir de ces élections municipales et de la mise à l'épreuve de la crise sanitaire du COVID 19, les municipalités se sont affirmées comme des remparts de proximité pour apporter des réponses urgentes et solidaires. Elles peuvent être le vivier, le socle depuis lequel bâtir des capacités de résilience et porter des choix ambitieux de rupture avec un système qui nous entraîne dans un cumul de crises de plus en plus graves et irréversibles. Cette prise de conscience, même fragile, est l'un des résultats de ces élections municipales et leur contexte inédit. L'humilité est évidemment de mise face aux victoires d'un courant qui demeure minoritaire. Pourtant, comme l'observe Myriam Bachir, ces dernières ne sauraient être comprises comme un seul effet de mode. Elles traduisent un mouvement de fond qui traverse nos frontières.

La mise en réseau qui précédait les élections municipales en France, a permis de partager les expériences et mettre en lien les acteurs du municipalisme en Espagne, en Europe et dans le monde. Elle a été porteuse d'inspiration et de propositions. Ce fût également le cas de l'Agenda pour le droit à la ville, des propositions de politiques des communs en contexte municipal ou des apports du travail international sur la remunicipalisation des services publics dans plus de 1400 villes du monde. Ces dernières permettront de renforcer le champ des expérimentations sociales et démocratiques des nouvelles municipalités élues, ainsi que la consolidation de services publics essentiels pour résister face aux crises.

36 *Citoyennes et participatives : des listes qui réenchantent la politique,* Myriam Bachir, Terrains de campagnes, Le Monde, 26 février 2020

Au delà des victoires électorales, la bataille culturelle, celle des imaginaires, des représentations est engagée et sera de longue haleine. Elle passe par l'ouverture de brèches de démocratie directe, de politiques de transition ambitieuses, de prise en compte du temps long ou d'un autre rapport au vivant au sein des espaces institutionnels. Elle nécessite aussi de remettre de la "bientraitance", du "care", pour assurer la cohérence entre les processus et les résultats, pour apprendre à se ménager, pour que "faire mouvement" laisse la place à tou.te.s. et soit possible dans la durée. Il y a là un levier de transformation plus profonde que les dynamiques, victorieuses ou non aux scrutins de mars et juin 2020, ont bel et bien activé.

Nous avons aujourd'hui besoin de recul, d'analyses, de questionnements critiques, d'apprentissages, de transmissions, de récits! Ces espaces réflexifs et analytiques sont aussi nécessaires que les espaces sociaux, politiques, délibératifs pour permettre à ces expériences et leurs acteurs de se ressourcer, de s'inspirer puis d'expérimenter à nouveau.